



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

1er Mai 2015

LES SALARIÉS CONTRE L'AUSTERITE

Le 1^{er} Mai de cette année se place dans un contexte de lutte contre l'austérité, pour l'augmentation massive de l'ensemble des salaires, des pensions, des minima sociaux. Pour développer le financement public des collectivités, pour une Sécurité sociale qui couvre l'ensemble des aléas de la vie, de la naissance jusqu'à la mort, etc, etc.... Pour le progrès social et l'émancipation de la population.

Le 1^{er} Mai est la « fête des travailleurs » et non du travail, obtenue par et pour les luttes. C'est un jour férié dans de nombreux pays dans le monde. C'est une journée qui unit les travailleurs du monde entier, partout où il est possible de faire grève ou de se réunir. Malheureusement, le droit de grève et de rassemblement n'existent pas partout et là où il est possible de se réunir pour manifester et revendiquer, des mesures sont prises par les gouvernements pour restreindre, interdire et réprimer avec violence les manifestants. Tous les ans, des salariés meurent un peu partout simplement pour avoir porté un mécontentement contre une politique régressive.

Tous les ans, selon les médias, les intellectuels, les gouvernements, le 1^{er} Mai serait « la fête du travail ». Ils reprennent la décision du Maréchal Pétain en 1941 qui l'a baptisé « fête du travail » pour appliquer sa devise corporatiste « *Travail, Famille, Patrie* ». Nous tenons à ce que la vérité soit rétablie et que les travailleurs soient reconnus et respectés.

Les salariés doivent être entendus.

Depuis maintenant des années, les politiques menées dans le pays ont eu comme conséquence les bas salaires, pensions et minima sociaux, de grosses difficultés d'accès aux soins, la précarité, l'exclusion, une jeunesse sans espoir, un modèle social et sociétal qui ne répond pas aux besoins des salariés et des citoyens. Bref, l'austérité.

Le patronat se délecte, les citoyens souffrent.

Oui, le patronat jubile !

Pas une seule mesure depuis des dizaines d'années et plus particulièrement depuis que les républicains (droite dite « traditionnelle ») et les sociaux démocrates (Parti Socialiste) se partagent l'alternance du pouvoir, n'a été à l'encontre de leurs revendications.

Le recul de l'âge de départ à la retraite avec l'allongement de la durée de cotisations, la baisse des cotisations sociales voire leur annulation, les baisses de financement de l'hôpital public, des collectivités territoriales, les réformes territoriales, etc... sont quelques exemples, et pas des moindres, que le patronat a obtenus des politiques. Et ne croyons pas que si le Front National était au pouvoir, le Medef et ses acolytes seraient horrifiés, bien au contraire.

La loi Macron continue et amplifie la casse de notre société en dérèglementant le socle républicain démocratique. Il faut continuer à la combattre pour obtenir son abrogation.

Dernièrement, le patronat a obtenu une mesure qui va toucher à terme une grande partie du salariat. Il a réussi, au travers d'un plan pour les jeunes salariés de moins de 25 ans, qu'une partie du salaire soit versée par une prime, par de l'argent public, par nos impôts. Une prime n'est pas un salaire mais c'est un bon moyen pour que la richesse créée exclusivement par les salariés ne soit plus reconnue. L'Etat s'emploie à distribuer le revenu de l'impôt aux patrons ; il prend aux pauvres pour donner aux riches. Combien de temps encore les salariés vont-ils accepter cette situation ? Les jeunes ne cotiseront pas plus pour la retraite, la Sécurité sociale. Ils ont la double peine à tous les moments. Ils sont jeunes dans la galère, ils seront vieux dans la misère.

Le mouvement social n'est pas entendu.

Des milliers de salariés sont en grève actuellement pour des augmentations de salaire

conséquentes, de meilleures conditions de travail, des embauches, pour ne pas travailler plus pour gagner moins. Le patronat est dans sa logique du « tout pour moi, rien pour les salariés ». Sans nous, ils ne sont rien. Sans les travailleurs, le capitalisme n'est rien. Le capital, l'actionnaire ne sont rien sans les salariés et la richesse qu'ils produisent dans les entreprises, les services et la Fonction Publique.

Sous couvert de dette publique, de réduction des difficultés, de modèle social trop généreux et

dépensier, la régression sociale et l'austérité se sont mises en place. Ce n'est pas aussi violent qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal mais le résultat reste le même : licenciements de masse, privatisation, gel de l'ensemble des salaires, chômage et précarité qui explosent, individualisme et nationalisme en permanente progression.

Nous pouvons et devons dire non à ce saccage de tout ce qui fait notre bien commun, notre vivre ensemble.

NOUS LES FORCES SOCIALES, NOUS LES CREATEURS EXCLUSIFS DE RICHESSES, NOUS QUI SOMMES LE NOMBRE ET LA CONSCIENCE SOCIALE ET POLITIQUE AU SENS NOBLE DU TERME, DEVONS NOUS REUNIR AUTOUR DE REVENDICATIONS FORTES POUR UN REEL CHANGEMENT DE SOCIETE.

LE 1^{ER} MAI EST UN MOMENT REVENDICATIF PARTICULIER. CET ECHO A UNE REPERCUSSION INTERNATIONALE. CE N'EST PAS LA CONCURRENCE MAIS LA COOPERATION, LA SOLIDARITE ENTRE LES TRAVAILLEURS.

➤ **VOUS Y AVEZ TOUTE VOTRE PLACE.** ◀

**Venez nombreuses et nombreux
aux rassemblements à**

BOURGES	10 h 30	Place Malus
A 9 h30 Place Malus : Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.		
VIERZON	10 h 30	Place de la Résistance
ST AMAND	10 h 30	Place de la République (Place Carrée)
ST-FLORENT	10 h 30	Place de la République
LA GUERCHE	10 H 30	Place du Gal de Gaulle
AUBIGNY s/NERE	10 h 30	Place de la Résistance

✂

Bulletin d'adhésion

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse postale : _____

N° de téléphone : _____ Adresse électronique : _____



Union départementale C.G.T. du Cher - 8, place Malus, 18.000 Bourges

Tél 02 48 21 24 79 - Mail : cgt.ud.cher@wanadoo.fr